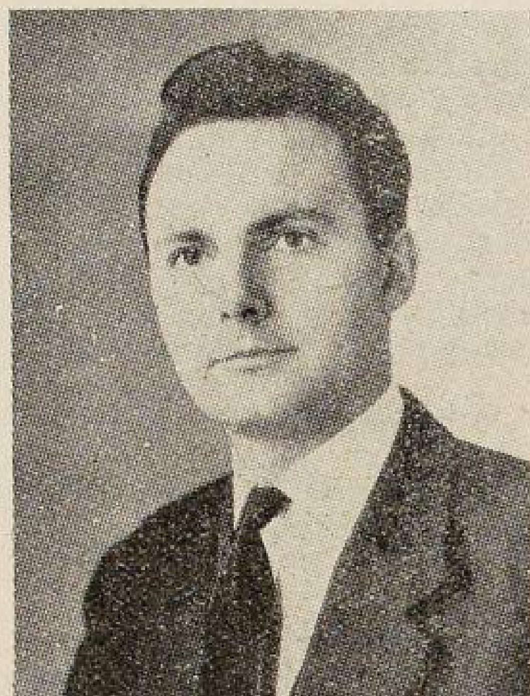
X

4e circ.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - DÉPARTEMENT DES VOSGES

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 23 NOVEMBRE 1958

IVe Circonscription des Vosges (Arrondissement de Neufchâteau, de la Plaine et de la Vôge)



Jean-François DUPRÉ

Né le 4 Mars 1928
Avocat Stagiaire au Barreau des Vosges
Ancien Chef de Cabinet de M. Maurice LEMAIRE
Officier de Réserve de l'Armée de l'Air
Conseiller Général des Vosges
(Canton de Xertigny)



Gabriel BODENREIDER

Né le 1er Mai 1911
Pharmacien
Père de 3 enfants
Ancien Combattant et Prisonnier de Guerre
Conseiller Général des Vosges
Maire de la Ville de Neufchâteau

Candidats d'Union Nationale et de Défense rurale, sociale, économique et familiale

présentés par **l'UNION POUR LA NOUVELLE RÉPUBLIQUE**

Au Référendum du 28 Septembre vous avez par un vote massif approuvé les Institutions de la nouvelle République que vous présentait le Gouvernement du Général de GAULLE.

L'union Dupré-Bodenreider qui concrétise le OUI de la Constitution a été encouragée par toutes les classes sociales et principalement par les classes rurales. Elle a été réalisée **hors de tout parti politique**, par deux Membres du Conseil Général des Vosges, représentant au sein de cette Assemblée des régions dont les tendances agricoles, commerciales, ouvrières et industrielles sont identiques en tous points.

Notre entente est le reflet d'une vaste union nationale qui englobe " L'Union pour la Nouvelle République et la Démocratie Chrétienne ".

L'œuvre si bien commencée en France est loin d'être terminée. Pour qu'elle soit menée à bien, il faut que les nouvelles Institutions fonctionnent avec **un esprit nouveau et si possible des hommes nouveaux.**

Le redressement de la France doit se manifester dans tous les domaines :

1. - En Algérie et dans les Territoires d'Outre-Mer.

D'abord par la conclusion d'un pacte algérien entre tous les Français sur la **base indiquée par le Général de GAULLE** dans son discours de Constantine et sa dernière conférence de presse, ce qui permettra aux Algériens de construire leur avenir avec la France et à notre pays d'être soulagé de son effort humain et financier.

L'organisation des pays d'Outre-mer au sein de la communauté née du Référendum, de manière à lui conférer le prestige et l'attrait qui détourneront l'Afrique du neutralisme et permettront sa mise en valeur pour le profit de tous les peuples unis à la France.

2. - Une politique étrangère

Faisant de la France au sein de ses alliances traditionnelles un **partenaire à part entière** dont l'indépendance sera respectée et qui poursuivra autour d'elle la construction de l'Europe.

A la veille du **marché commun,** notre devoir est d'être **vigilant** ; Nous devons pour notre économie agricole, industrielle et commerciale réclamer une **égalité** sur le plan des **charges avec nos partenaires étrangers.**

Le marché commun, ne l'oublions pas, c'est l'obligation pour nous d'une productivité accrue. Ce n'est que lorsque sera augmenté le potentiel industriel de la Nation et amélioré le rendement de son agriculture, et lorsque le pays sera riche du pétrole et du gaz saharien et qu'il deviendra exportateur d'énergie ; qu'il pourra sans craindre les interventions des organismes supra-nationaux dans ses propres affaires, affronter les risques de la libre compétition.

3. - Sur le plan économique une politique hardie d'expansion

a/ **L'aide à l'agriculture** par des investissements, la **garantie du revenu agricole** et la stabilité des produits alimentaires par l'organisation des marchés, ce qui permettra à l'économie rurale d'obtenir des **prix revalorisés suivant les conditions de la vie.**

L'agriculture très éprouvée actuellement doit être défendue avec le souci de maintenir **l'exploitation dans son cadre familial.** Sa jeunesse doit être dotée d'une formation professionnelle, et en France, tout doit être mis en œuvre pour maintenir dans nos villages agricoles une population active qui doit contribuer à faire respecter l'équi-

libre démographique nécessaire entre les villes et les campagnes et plus particulièrement entre **l'industrie, le commerce et l'agriculture.**

Sans l'aide de l'Etat, l'agriculture française risque de connaître rapidement des jours sombres. Crédits, plans d'investissements et de modernisation doivent lui permettre de passer la mauvaise période actuelle et d'atteindre l'ère des plans rationnellement établis lui donnant des perspectives d'avenir. Sans cette aide urgente, les difficultés augmenteront. Dans les plans à établir, il faut envisager la reconversion des régions défavorisées dont les cultures ne sont pas suffisamment rentables. Des expériences de ce genre dans des zones-témoins ont donné pleine satisfaction. L'Etat devra donc établir une politique **d'expansion agricole** dans tous les domaines signalés plus avant. C'est à l'Etat à donner l'impulsion en ouvrant un large débat avec les **représentants qualifiés de l'agriculture.**

b/ **Aide à l'industrie et développement des ressources modernes d'énergie** (le pétrole et l'atome).

Le Secteur qui devra bénéficier de notre attention est celui de l'énergie. Le potentiel **industriel** d'une nation moderne est directement conditionné par son potentiel énergétique. Parallèlement à la poursuite de la recherche de l'exploitation des sources d'énergie traditionnelles houille noire ou " blanche ", pétrole, gaz, il est nécessaire que nous développions ardemment les possibilités offertes en cette matière par la science et la technique moderne. Les ressources de l'atome doivent retenir toute l'attention de nos savants et de nos ingénieurs, afin que le plus rapidement possible, nous sortions du stade de la recherche pour entrer dans celui des applications à l'échelle industrielle.

c/ **L'aménagement du territoire,** gage du plein emploi des ressources et de la renaissance pour les régions sous-équipées (décentralisation économique).

d/ **Pour le commerce et l'artisanat.** L'amélioration des circuits commerciaux, des distributions et les possibilités offertes aux petits commerçants et aux artisans de s'organiser.

e/ **Pour les ouvriers et tous les salariés**. **Leur promotion au niveau de l'entreprise** par le rôle accru donné aux travailleurs et un effort permettant **l'emploi** et le logement.

4. - Sur le plan social

a/ Tout d'abord en ce qui concerne **notre Jeunesse**, une aide massive qui devra permettre une fois **l'éducation** achevée de trouver **l'emploi** et **le logement**. Des réformes nombreuses sont à faire sur le plan de **l'enseignement**, notamment, en ce qui concerne **la construction des écoles** et **l'enseignement technique** qui doit être développé et dont l'accès doit être facilité de façon à permettre **l'ouverture** de l'enseignement supérieur à de nombreux jeunes issus des milieux **agricoles** et **ouvriers.** L'éducation de **tous les Français** doit être assurée avec la collaboration de l'Enseignement officiel et de l'Enseignement privé.

b/ Le développement des diverses prestations notamment l'ouverture **à tous** de **l'Assurance Vieillesse liée à l'essor de la production.**

c/ Un effort décidé en faveur de la **construction de logements**, notamment de logements à usage locatif et de rationalisation des méthodes de construction.

La **lutte** contre la **spéculation des terrains à bâtir** qui devra permettre **d'augmenter le nombre** des **logements** construits chaque année.

d/ **Les Anciens Combattants.**

Maintien du Ministère des Anciens Combattants parce qu'il y a cinq millions de victimes de guerre.

Défense de la retraite du combattant.

Paiement du pécule des prisonniers de guerre.

Respect intégral de la Charte de 1919 et application de cette dernière aux A.C. de 39-45, d'Indochine, ainsi qu'aux Anciens d'Algérie.

5. - Une politique financière et monétaire saine

Appliquant un équilibre strict du budget ordinaire. La débudgétisation des investissements ; une discipline sévère de l'émission monétaire préparant le retour à la convertibilité du franc et au libre transfert des capitaux.

Une réforme profonde de la fiscalité. La création d'un impôt unique et l'établissement de la **justice fiscale.**

6. - L'anéantissement du jeu des Partis Politiques par le regroupement des grandes tendances nationales

Et l'application stricte des dispositions de la **constitution obligeant les hommes politiques à respecter** la souveraineté nationale et le principe démocratique.

Une bonne politique nationale aura d'heureuses conséquences sur le plan local.

Des réseaux téléphoniques (automatique rural) et des transports routiers et ferroviaires bien organisés et coordonnés entre eux sont nécessaires entre les multiples agglomérations dispersées et éloignées. Ils ne peuvent servir qu'en bien toute une région imprégnée par le **tourisme et le thermalisme** ; ceux-ci contribuant directement ou indirectement au bien-être d'une partie appréciable de nos populations.

Nos villes et nos communes rurales ont des besoins urgents de renforcement des réseaux électriques et d'adduction d'eau. En ce qui concerne ces dernières les résultats énormes obtenus ces derniers temps sont encore, hélas, insuffisants. Une augmentation des crédits nationaux jointe à une aide directe ou indirecte sur le plan départemental est nécessaire. Nous avons d'ailleurs soutenu à ce sujet une discussion très ferme au sein du Conseil Général des Vosges lors de la session ordinaire du mois de Mai dernier.

Ces problèmes, comme Administrateurs départementaux et locaux, nous les connaissons bien et nous voulons encore les connaître davantage. Si nous devons être investis de votre confiance nous nous engageons à visiter souvent notre circonscription *et à être régulièrement parmi vous tous, ainsi que j'ai l'habitude de le faire pour le canton qui m'a envoyé siéger au Conseil Général en 1955.*

Pour répondre à la demande de nombreux amis de l'arrondissement de Neufchâteau, *j'ouvrirai à date fixe, au minimum chaque quinzaine une permanence dans cette ville ce qui me permettra de collaborer plus efficacement dans l'intérêt de la région avec mon* suppléant et collègue BODENREIDER. *Conseiller Général et Maire de la Ville,* et avec tous les élus locaux *; ce qui permettra outre les lieux habituels où déjà il était facile de me joindre de me trouver très facilement à Neufchâteau et dans la Plaine.*

Habitants de la Plaine et de la Vôge, reconnaissez que deux Conseillers Généraux de chez vous, par leur position et leur action déja connues, par leur honnêteté, peuvent se placer sur le seul terrain de l'Union Nationale.

VIVE LA FRANCE — VIVE LA REPUBLIQUE

Jean-Fançois DUPRÉ **Gabriel BODENREIDER**

Bertin, Imprimerie du Progrès, Neufchâteau 11-1958

Vu : Les Candidats